Tribunal
administratif
du travail
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2018 – 2019

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demande de renseignements généraux de l'Opposition

#	Liste des questions

RG1 Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2017-2018:

a) les endroits et dates de départ et de retour;
b) la copie des programmes et rapports de mission;
c) les personnes rencontrées;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
   - Les détails de ces ententes;
   - Les résultats obtenus à ce jour;
h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

RG2 Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :

a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
b) les coûts ventilés;
c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RG3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
b) les noms des firmes de publicité retenues;
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
e) le but visé par chaque dépense;
f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RG4 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

#	Liste des questions

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
h) le but visé par chaque dépense;
i) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

RG5 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RG6 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
b) le but visé par chaque dépense;
c) la nature de la formation;
d) les personnes concernées.

RG7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;

#	Liste des questions

b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RG8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

Indiquer si oui ou non, le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) les motifs de la demande;
f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RG9 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
b) la grille d'évaluation des soumissions;
c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RG10 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

a) les noms du professionnel ou de la firme;

#	Liste des questions

b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le coût;
d) l'échéancier;
e) dans le cas d'octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RG11 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :

a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
e) une description de son mandat;
f) la date de début de son contrat;
g) la date prévue de fin de son contrat;
h) sa rémunération annuelle.

RG12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

#	Liste des questions

RG13 Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
   I. a) au Québec;
   II. b) à l'extérieur du Québec.

RG14 Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres);
c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
d) les coûts d'acquisition des appareils;
e) le coût d'utilisation des appareils;
f) le coût des contrats téléphoniques;
g) les noms des fournisseurs;
h) le nombre de minutes utilisées;
i) les ordinateurs portables;
j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
k) le coût des frais d'itinérance;
l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

RG15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

#	Liste des questions

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
   - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;
r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

RG16 Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

a) le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RG17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) la superficie totale réellement occupée;
d) la superficie inoccupée;
e) le coût de location au mètre carré;
f) le coût total de ladite location;
g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;

#	Liste des questions

h) la durée du bail;
i) le propriétaire de l'espace loué;
j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RG18 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

a) la ou les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RG19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
e) la prime de départ versée, le cas échéant;
f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

RG20 Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
b) la circonscription électorale;
c) le montant attribué;
d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

RG21 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé;

#	Liste des questions

c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
e) la date de l'assignation hors structure;
f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

RG22 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;
b) le salaire;
c) le poste actuel, s'il y a lieu;
d) la date de la mise en disponibilité;
e) les prévisions pour 2018-2019.

RG23 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) prévisions pour 2018-2019;
c) par catégorie d'âge.

RG24 Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

RG25 Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

RG26 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale;
e) l'assignation actuelle;
f) la date de l'assignation hors structure;
g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

RG27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

RG28 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation

#	Liste des questions

de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RG29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
g) la fréquence moyenne de mise à jour;
h) le responsable du contenu sur le site.

RG30 Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

a) la liste;
b) le nom de la personne;
c) les mandats de chacune de ces personnes;
d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
e) le résultat du travail effectué;
f) les échéances prévues;
g) les sommes impliquées.

RG31 Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

RP32 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :

a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
c) le nombre total de demandes reçues;
d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

RG34 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

RG35 La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

#	Liste des questions
RG36	Le détail des crédits périmés et reportés et pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
RG37	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
RG38	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
RG39	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
RG40	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
RG41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
RG42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
RG43	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
RG44	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.

#	Liste des questions
RG45	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
RG46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
RG47	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
RG48	Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
RG49	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
RG50	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
RG51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
RG52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
RG53	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
RG54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
RG55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
RG56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
RG57	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.
RG58	Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés

par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
d) le montant accordé;
e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
f) les motifs de la demande;
g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

RG59 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI.
e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RG60 a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

RG61 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

RG62 Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'état;

c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

RG63 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

RG64 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

a) le sujet;
b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
c) les coûts reliés à sa réalisation;
d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

RG65 Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et en 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RG66 Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi;
b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat;
c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation;
d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

RG67 Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le

#	Liste des questions
	ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Demandes dont les réponses en date du 31 décembre 2017 figurent sur le site internet du Tribunal administratif du travail en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation/

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018.

   a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
   b) les coûts ventilés;
   c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
   d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.

5. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme ou Organisée par un professionnel ou une firme externe.

6. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.

Demandes dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.

34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.

38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

48. Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2015-2016.

49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014.

66. Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :
a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;
b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;
c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;
d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

Demandes non pertinentes à l'Étude des crédits

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018.

Demandes dont les réponses se retrouvent sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec https://www.seao.ca/

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018:

    a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
    b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
    c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
    d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
    e) une description de son mandat;
    f) la date de début de son contrat;
    g) la date prévue de fin de son contrat;
    h) sa rémunération annuelle.

58. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Demandes dont les réponses seront présentées au Rapport annuel 2017-2018 du Tribunal administratif du travail.

32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018:

    a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
    b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
    c) le nombre total de demandes reçues;
    d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
    e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
    f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
    g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.

37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.

63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Demandes dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme pour tous les ministères et organismes.

35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. **(ministère du Conseil exécutif, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes)**

44. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? **(ministère du Conseil exécutif)**

50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. (**Société du Plan Nord**)

51 Ventilation du budget consacré au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. (**Société du Plan Nord**)

52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires maritimes)**

53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires maritimes)**

54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. **(ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)**

55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles. **(ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles - Fonds des ressources naturelles)**

56. Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord. **(Société du Plan Nord)**

57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique. **(ministère de la Justice)**

67. Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre. (ministère des **Relations internationales et de la Francophonie)**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 :

a) **Les endroits, dates de départ et de retour;**
b) **La copie des programmes et rapports de mission;**
c) **Les personnes rencontrées;**
d) **Le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, hébergement, de repas, autres frais, etc.);**
e) **Les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;**
f) **Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants ;**
g) **La liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :**
   - **les détails de ces ententes;**
   - **les résultats obtenus à ce jour;**
h) **Les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;**
i) **La description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.**

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018 :

Endroit	Date de départ	Date de retour	Coûts globaux (transport, hébergement, inscriptions...)	Personnes rencontrées
Vancouver	28 mai 2017	30 mai 2017	1 471,96 $	Les membres du Conseil des tribunaux administratifs canadiens (CTAC) qui participent au colloque

Pour le ministre et les titulaires d'emploi supérieur, l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 19 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG4

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

<u>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme</u> :

a) **Les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;**
b) **Le but visé par chaque dépense;**
c) **Le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;**

<u>Par un professionnel ou par une firme externe</u> :

d) **Les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;**
e) **Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;**
f) **La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);**
g) **La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;**
h) **Le but visé par chaque dépense;**
i) **Le nombre total d'événements ventilé par type d'événement.**

Le TAT a organisé 4 rencontres d'information pour les procureurs, représentants et parties qui se présentent devant lui en audience afin d'expliquer les nouvelles règles de preuve et de procédure en vigueur depuis mai 2017. Ces rencontres ont attiré plus de 300 personnes, mais se sont tenues dans les locaux du TAT de sorte qu'elles n'ont engendré aucuns frais.

SOURCE : Service des communications
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG7

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, EXCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2017-2018, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

a) **Les noms du professionnel ou de la firme;**
b) **Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
c) **Le détail des travaux ou services effectués (but visé);**
d) **La date d'octroi du contrat;**
e) **Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;**
f) **L'échéancier;**
g) **Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

a) **Les noms du professionnel ou de la firme;**
b) **Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
c) **Le détail des travaux ou services effectués (but visé);**
d) **La date d'octroi du contrat;**
e) **Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;**
f) **L'échéancier;**
g) **Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Voici la liste des contrats octroyés entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018 :

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Bussières Communications inc.	Conception et impression du rapport annuel de gestion 2016-2017	Gré à gré	7 000 $
Bussières Communications inc.	Cartes de Noël	Gré à gré	740 $
Debia, Maximilien	Conférence : Évaluation des risques en matière d'exposition à des produits toxiques	Gré à gré	1 300 $
D'Halewyn, Marie-Alix	Formation : L'exposition aux moisissures	Gré à gré	4 184 $
Direct Info	Services fournis pour rendre certains documents du TAT conformes aux standards gouvernementaux d'accessibilité Web	Gré à gré	3 900 $
Druide	Mise à jour Antidote	Gré à gré	1 710 $
Evo Groupe conseil inc.	Formation logiciel Architect	Gré à gré	9 990 $

G.D.G. informatique et gestion inc.	Services conseils pour le remplacement du logiciel Info-lmage	Gré à gré	14 000 $
Gosselin, Sophie (médecin)	Formation : Les opiacés en douleur	Gré à gré	1 200 $
Groupe Conseil Sco	Conférence : S'outiller face aux relations difficiles	Gré à gré	5 155 $
Groupe Conseil Sco	Accompagner l'équipe de direction	Gré à gré	13 700 $
Groupe Pro-Santé	PAE	Gré à gré	24 900 $
Le Saint Publicité et Design inc.	Production graphique du Plan d'action 2016-2019 à l'égard des personnes handicapées	Gré à gré	3 000 $
Le Saint Publicité et Design inc.	Conception graphique de la Déclaration de services aux citoyens du TAT + affiches	Gré à gré	3 000 $
Le Saint Publicité et Design inc.	Conception graphique de la Planification stratégique TAT	Gré à gré	3 000 $
Le Saint Publicité et Design inc.	Création d'un dépliant sur les services en ligne	Gré à gré	3 000 $
Le Saint Publicité et Design inc.	Conceptualisation et impression d'un carton d'adresses à ajouter à la brochure du TAT	Gré à gré	1 200 $
Le Saint Publicité et Design inc.	Conception et impression du dépliant: Attentes relatives au rôle des experts	Gré à gré	4 190 $
Le Saint Publicité et Design inc.	Création d'un gabarit pour offres d'emplois externes	Gré à gré	1 835 $
Le Saint Publicité et Design inc.	Conception graphique de la Politique du TAT en matière de relations avec les médias	Gré à gré	1 995 $
Le Saint Publicité et Design inc.	Réalisation d'un microsite Web Rapport annuel 2017-2018	Gré à Gré	15 365 $
Le Saint Publicité et Design inc.	Recherche et achat de photographies pour le microsite Web Rapport annuel 2017-2018	Gré à gré	805 $
Leduc, Stéphane (médecin)	Formation : Les lésions traumatiques du pied	Gré à gré	1 000 $
Libéo inc.	Création des pages et saisie de contenus du site Web TAT	Gré à gré	14 950 $
Libéo inc.	Photos pour le site Web du TAT	Gré à gré	2 495 $
Libéo inc.	Services professionnels pour l'amélioration du répertoire de jurisprudence TOPO-SST	Gré à gré	4 020 $
Libéo inc.	Services locatifs d'hébergement site internet TAT	Gré à gré	4 560 $
Loran Technologie inc.	Entretien matériel et logiciel Info-Image Unisys pour SISTA-TAT du 1er avril 2017 au 31 mars 2018 - Volet CAI	Gré à gré	8 527 $
Loran Technologie inc.	Réalisation d'un audit de sécurité du nouveau réseau WIFI	Gré à gré	7 700 $
Mialon, Elly (Traductrice)	Service de traduction	Gré à gré	24 500 $
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Basic support	Gré à gré	10 412 $
Novipro inc	Renouvellement système de backup (ComMvault)	Gré à gré	5 234 $
Oracle Canada ULC	Internet Application Server Java - Oracle Business Intelligence (Info-Image)	Gré à gré	18 777 $

Oracle Canada ULC	Mise à jour SQL	Gré à gré	499 $
Oracle Canada ULC	Mise à jour et assistance : Internet application Server Java	Gré à gré	1 709 $
Pierre Bleau M.D. inc.	Conférence : Le stress post-traumatique	Gré à gré	1 000 $
Sasseville, Denis (médecin)	Formation : Lésions cutanées	Gré à gré	1 000 $
Siamois Graphisme inc.	Conception du dépliant "L'analyse du travail à la suite d'une lésion musculo-squelettique"	Gré à gré	1 275 $
Siemens Canada ltée	Services d'entretien du système Sphinx	Gré à gré	3 937 $
Sigmund inc.	Architecture du nouvel intranet du TAT + avenant de 2 400 $	Gré à gré	26 400 $
Spiralis Consultants inc.	Formation : La gestion des émotions en conciliation	Gré à gré	1 500 $
Verrier, Pierre (médecin)	Formation : Le trouble somatoforme	Gré à gré	1 000 $
Viau, Claude	Formation : Initiation à la toxicologie	Gré à gré	1 000 $
TOTAL			**266 664 $**

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION : Service des communications
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG8

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2017-2018 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LA SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

a) **Le nombre d'autorisations;**
b) **Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;**
c) **Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;**
d) **Le montant accordé;**
e) **Les motifs de la demande;**
f) **Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.**

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018, aucun contrat octroyé n'a fait l'objet de coûts additionnels autorisés.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/

SOURCE : Direction générale des services administratifs
COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage, et Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 24 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG9

LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

a) **La liste des soumissions et le montant de chacune;**
b) **La grille d'évaluation des soumissions;**
c) **La justification du choix du soumissionnaire retenu;**
d) **Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
e) **Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

Le TAT n'a procédé à aucun appel d'offres public entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

SOURCE : Direction générale des services administratifs
COLLABORATION : Direction des technologies et du pilotage, et Service des ressources matérielles
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 24 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG10

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2017-2018, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

a) **Les noms du professionnel ou de la firme;**
b) **Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
c) **Le coût;**
d) **L'échéancier;**
e) **Dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Nous vous référons à la réponse fournie à la question RG7.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG12

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 $ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2004-2005, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

a) **Le nom du projet;**
b) **La nature du projet;**
c) **L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);**
d) **Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;**
e) **Les plus récentes évaluations du coût du projet;**
f) **Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;**
g) **L'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;**
h) **Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;**
i) **Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;**
j) **Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;**
k) **Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
   - **la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;**
l) **Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.**
m) **Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.**

a) **Le nom du projet :** Arrimage TAT - SISTA

b) **La nature du projet :** Conversion des données du système de mission Gestion des relations du travail (GRT) de l'ex CRT et intégration des données et activités au système de mission du TAT, soit le Système intégré de services aux tribunaux administratifs (SISTA).

c) **L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :** Cette question ne semble pas pertinente à l'Étude des crédits.

d) **Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :** 3 531 269 $.

e) **Les plus récentes évaluations du coût du projet :** Cette question ne semble pas pertinente à l'Étude des crédits.

f) **Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière :** 409 344 $.

g) L'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet : Cette question ne semble pas pertinente à l'Étude des crédits.

h) Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :

Cette question ne semble pas pertinente à l'Étude des crédits.

i) Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 23 % du projet a été réalisé.

j) Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet : Cette question ne semble pas pertinente à l'Étude des crédits.

k) Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants :

Cette question ne semble pas pertinente à l'Étude des crédits.

l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics* : N/A. Il s'agit de l'intégration de systèmes de mission à la suite de la fusion, le 1er janvier 2016, de la Commission des lésions professionnelles (CLP) et de la Commission des relations du travail (CRT). Toutefois, le système SISTA est déjà composé en partie de logiciels libres.

m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années :

Aucune pénalité.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG13

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2017-2018 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

a) La photocopie;
b) Le mobilier de bureau;
c) L'ameublement;
d) La décoration et l'embellissement;
e) Le distributeur d'eau de source;
f) Le remboursement des frais de transport;
g) Le remboursement des frais d'hébergement;
h) Le remboursement des frais de repas;
i) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
I. a) au Québec;
II. b) à l'extérieur du Québec.

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018 :

a) La photocopie : Cette donnée n'est pas disponible, car le budget et la dépense sont comptabilisés centralement.

b) Le mobilier de bureau : Aucune dépense n'a été effectuée.

c) L'ameublement : Aucune dépense n'a été effectuée.

d) La décoration et l'embellissement : Aucune dépense n'a été effectuée.

e) Le distributeur d'eau de source : Aucune dépense n'a été effectuée.

f) Le remboursement des frais de transport : 16 443,15 $.

g) Le remboursement des frais d'hébergement : 14 773,86 $.

h) Le remboursement des frais de repas : 7 620,60 $.

i) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes : 14 086,43 $ pour l'ensemble du Tribunal.

j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

Les sommes dépensées à ce chapitre par la haute direction sont de :

I. a) au Québec : 4 195,88 $
II. b) à l'extérieur du Québec : 623,80 $

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG15

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

a) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;**
b) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;**
c) **Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**
d) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
e) **Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé selon la classe de travail;**
f) **Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**
g) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
h) **Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;**
i) **Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;**
j) **L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
k) **L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**
l) **Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
m) **Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
n) **Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**
o) **Le nombre d'employés permanents et temporaires;**
p) **Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;**
q) **Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;**
r) **L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.**

…/2

a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); <u>35 ans et plus</u>;

b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); <u>35 ans et moins</u>;

Voici les données relatives aux sous-questions a) et b) valables au 28 février 2018 :

	Cadres	Professionnels	Techniciens et assimilés	Personnel de bureau	Ouvriers et agents de la paix
Hommes					
– de 35 ans		2	1		1
+ de 35 ans	7	54	10	7	
Femmes					
– de 35 ans		12	7	11	
+ de 35 ans	2	80	52	97	
Autochtones					
– de 35 ans					
+ de 35 ans		1		1	
Communautés culturelles					
– de 35 ans		1	1	3	
+ de 35 ans	1	5	9	17	
Anglophones					
– de 35 ans					
+ de 35 ans		3	1	1	
Personnes handicapées					
– de 35 ans			1		
+ de 35 ans		2		2	

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel :

Entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018, le nombre total de jours de maladie pris par le personnel s'établissait comme suit :

a. Fonctionnaires : 1 245,0 jours
b. Ouvriers : 13,0 jours
c. Professionnels : 806,5 jours
d. Cadres : 18,0 jours

TOTAL …… 2 082,5 jours

…/3

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi :

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Membres (juges administratifs)	113	15	16	6
Professionnels	35	45	30	40
Personnel de bureau et techniciens	88	80	17	15
Ouvriers	1	1	0	0
Cadres	1	1	4	3

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires; - le coût moyen par employé, selon la classe de travail :

Catégorie	Heures payées		Heures compensées		Total		Coût moyen
	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	
Fonctionnaires	725,56	28 505,71	305,25	11 910,52	1 030,81	40 416,23	203,10
Ouvriers	31,25	860,64	14,25	383,90	45,50	1 244,54	622,27
Professionnels	535,73	28 461,98	292,33	14 760,88	828,06	43 222,86	288,15
TOTAL	**1 292,54**	**57 828,33**	**611,83**	**27 055,30**	**1 904,37**	**84 883,63**	**241,83**

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel :

Entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018, le nombre total de jours de vacances pris par le personnel s'établissait comme suit :

a. Fonctionnaires : 3 522,5 jours
b. Ouvriers : 16,5 jours
c. Professionnels : 2 611,0 jours
d. Cadres : 185,0 jours

TOTAL …… 6 335,0 jours

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 500 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi :

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Membres (juges administratifs)	67	79	1	0
Professionnels	63	56	1	0
Personnel de bureau et techniciens	103	57	1	0
Ouvriers	0	2	0	0
Cadres	3	6	0	0

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

…/4

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :

Les informations sont fournies en Annexe 1.

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

2017-2018 : 21 employés

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :

2017-2018 : 102 employés

m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :

Voir les renseignements fournis à la question 15 j).

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

…/5

q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.

Aucun poste n'a été aboli.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 24 mars 2018

ANNEXE 1

(Question RG15 j)

Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi et par territoire habituel de travail

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
Évolution des effectifs réguliers
En date du 28 février 2018

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	3,0		7,0
Québec	9	47,0	23,0	20,0		99,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		5,0	1,0	5,0		11,0
Chaudière-Appalaches		4,0	2,0	5,0		11,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	3,0		6,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,0	1,0	3,0		6,0
Montréal	5	63,0	29,0	41,0	1	139,0
Montérégie		5,0	1,0	7,0		13,0
Outaouais		2,0	1,0	2,0		5,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	3,0		6,0
TOTAL	**14**	**154,0**	**72,0**	**129,5**	**1**	**370,5**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
Évolution des effectifs réguliers
En date du 28 février 2017

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	4,0		8,0
Québec	8	55,0	25,0	20,0		108,0
Saguenay-Lac-St-Jean		2,0	1,0	4,0		7,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		4,0	1,0	5,0		10,0
Chaudière-Appalaches		2,0	2,0	5,0		9,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,5	1,0	3,0		6,5
Montréal	4	57,5	26,0	45,0	1	133,5
Montérégie		3,0	1,0	7,0		11,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		5,0	2,0	7,0		14,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		3,0	1,0	2,0		6,0
TOTAL	**12**	**154,0**	**71,0**	**132,5**	**1**	**370,5**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
Évolution des effectifs réguliers
En date du 29 février 2016

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	4,0		8,0
Québec	7	55,0	25,0	23,0	1	111,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		3,0	1,0	5,0		9,0
Chaudière-Appalaches		5,0	2,0	5,0		12,0
Bas-St-Laurent/Iles-Madeleine/Gaspésie/Côte-Nord		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						0,0
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,5	1,0	3,0		6,5
Montréal	4	58,5	26,0	39,0	1	128,5
Montérégie		3,0	1,0	8,0		12,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	3,0		7,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	2,0		5,0
TOTAL	**11**	**155,0**	**71,0**	**129,5**	**2**	**368,5**

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

Évolution des effectifs réguliers

En date du 31 décembre 2015

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	4,0		8,0
Québec	5	30,0	17,0	11,0	1	64,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		3,0	1,0	5,0		9,0
Chaudière-Appalaches		5,0	2,0	5,0		12,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		2,0	2,0	2,0		6,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						0,0
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,5	1,0	3,0		6,5
Montréal	2	34,5	15,0	25,0	1	77,5
Montérégie		3,0	1,0	7,0		11,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	8,0		14,0
Richelieu-Salaberry						0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	3,0		7,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	0,0	3,0		5,0
TOTAL	**7**	**107,0**	**51,0**	**104,5**	**2**	**271,5**

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

Évolution des effectifs réguliers

En date du 31 mars 2015

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	4,0		8,0
Québec	5	31,0	19,0	12,0	1	68,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		3,0	1,0	5,0		9,0
Chaudière-Appalaches		4,0	2,0	6,0		12,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		3,0	2,0	2,0		7,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						0,0
.Trois-Rivières		2,4	2,0	3,0		7,4
.Drummondville		2,6	1,0	3,0		6,6
Montréal	2	33,5	16,0	28,0	1	80,5
Montérégie		3,0	1,0	8,0		12,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	9,0		15,0
Richelieu-Salaberry						0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	3,0		6,0
TOTAL	**7**	**107,5**	**55,0**	**112,5**	**2**	**284,0**

RG-15-J

Commission des relations du travail

Répartition des postes par catégorie d'emploi

2014-2015
Répartition des postes par catégorie d'emploi
Au 4 mars 2015

Nombre de postes Cible 2014-2015 : 143					
Catégories d'emplois	*Postes réguliers*		*Postes occasionnels*		*Total*
	Québec	Montréal	Québec	Montréal	
Membres-dirigeants	1	2	0	0	3
Membres-commissaires	12	25	0	0	37
Cadres	2	2	0	0	4
Professionnels	22	27	0	0	49
Techniciens et employés de bureau	19	28	1	0	48
Total	**140**		**1**		**141**

*14 postes vacants inclus

2015-2016
Répartition des postes par catégorie d'emploi
Au 31 décembre 2015

Nombre de postes Cible 2015-2016 : 139					
Catégories d'emplois	*Postes réguliers*		*Postes occasionnels*		*Total*
	Québec	Montréal	Québec	Montréal	
Membres-dirigeants	1	2	0	0	3
Membres-commissaires	11	24	0	0	35
Cadres	1	1	0	0	2
Professionnels	20	24	0	0	44
Techniciens et employés de bureau	17	25	1	0	43
Total	**126**		**1**		**127**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG16

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :

a) **Le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;**
b) **Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**
c) **Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;**
d) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

a) Le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées :

La réponse à cette question, pour les exercices 2016-2017 et 2017-2018, sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :

En conformité avec la cible NHT établie par le Secrétariat du Conseil du trésor.

c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités qui seront versées :

Nombre de retraites pour l'année financière 2017-2018

Nombre de départs à la retraite	Somme payée pour maladie	Somme payée pour vacances
28 *	22 712,39 $	183 834,97 $

* De ces 28 départs à la retraite, 6 juges administratifs ont été mutés au ministère du Travail afin de réintégrer le corps d'emploi qu'ils détenaient avant leur nomination afin d'écouler leur réserve de maladie en préretraite ou en obtenir le paiement, tel que prévu dans leurs conditions de travail. Seule la réserve de vacances acquise à titre de juge leur a été payée.

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :

10 retraités

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG18

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2017-2018, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :

a) **La ou les dates des travaux;**
b) **Les coûts;**
c) **Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Aucune dépense n'a été effectuée pour de tels travaux entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018.

SOURCE : Service des ressources matérielles
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG19

LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2017-2018, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU:

a) La date de l'entrée en fonction et la date de départ;
b) Le titre de la fonction;
c) L'adresse du port d'attache;
d) Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
e) La prime de départ versée, le cas échéant;
f) Le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
g) La liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) La description de tâches; Indiquer seulement trois groupes :
i) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
j) Le nombre total d'employés au cabinet;
k) La masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
l) Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
m) S'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

N/A

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG21

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

a) **Le nom de la personne;**
b) **Le poste occupé;**
c) **Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
d) **L'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
e) **La date de l'assignation hors structure;**
f) **La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**

Entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018, aucun membre du personnel du TAT n'était hors structure.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 24 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG24

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

Aucun poste n'a été aboli entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 24 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG25

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, PAR MISSION.

Nous vous référons à la réponse de la question 15 j).

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG26

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

a) Le nom de la personne;
b) Le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) L'assignation initiale;
e) L'assignation actuelle;
f) La date de l'assignation hors structure;
g) La date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

a) Martine Charrette
b) Représentante régionale au Syndicat de la fonction publique du Québec au bureau régional de Drummondville
c) 50 735 $
d) Technicienne en droit à la direction des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec à Trois-Rivières
e) Syndicat de la fonction publique du Québec à Drummondville
f) 28 mai 2012
g) 27 mai 2020

a) Hélène Babineau
b) Responsable des ressources documentaires au Syndicat des professionnelles et professionnels du Gouvernement du Québec
c) 75 644 $
d) Analyste des procédés administratifs (responsable de la gestion documentaire) à la Vice-présidence de la qualité et de la cohérence – Ressources documentaires à Québec
e) Syndicat des professionnelles et professionnels du Gouvernement du Québec à Québec
f) 3 juillet 2012
g) 31 décembre 2018

a) Karine Dextras Paquette
b) 48 817 $
c) Conseillère au service de la négociation
d) Technicienne en droit à la Direction des services juridiques
e) Syndicat de la fonction publique du Québec à Drummondville
f) 30 octobre 2017
g) 31 décembre 2018

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 24 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG27

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2017-2018, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

a) **Le coût de chacun;**
b) **Le fournisseur;**
c) **La nature du service.**

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

Voici les détails relatifs aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc., et ce, pour la période du 1er avril 2017 au 28 février 2018. Le nom des fournisseurs n'est pas mentionné puisque le TAT transige directement avec les éditeurs de périodiques ou les producteurs de bases de données. Le Tribunal n'utilise pas les services d'agences intermédiaires.

TITRE DU DOCUMENT	COÛT ($)
Accès à l'information : loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires (DSJ, RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE)	2 874
Administrative Law Review (SST-MTL)	55
ADR Forum : The Canadian Journal of Dispute Resolution (Internet)	480
AMA Guides Newsletter (SST-MTL)	192
*Annals of Work Exposures and Health (Internet)	2 199
Archives des maladies professionnelles et de l'environnement (SST-MTL)	1071
Assurance-automobile au Québec : indemnisation du dommage corporel (SST-QUE)	189
Attorney's Dictionary of Medicine (SST-MTL)	1 862
Cahiers de droit (Les) (SST-MTL)	160
Canadian Abridgment. Canadian Current Law (regroupe 2 titres) (SST-MTL)	1 178
*Canadian Bar Review = Revue du Barreau canadien (SST-MTL)	121
Canadian Employment Safety and Health Guide et e-bulletin (SST-QUE)	3 676
Canadian Labour and Employment Law Journal = Revue canadienne de droit du travail et de l'emploi (SST-MTL)	300
Canadian Labour Reporter et e-Newsletter (SST-MTL et Internet)	664
Charte canadienne des droits et libertés annotée et commentée (RT-MTL et RT-QUE)	2 768
Charte canadienne des droits et libertés : les grands énoncés de la Cour suprême (SST-MTL et SST-QUE)	392

1.

Clarke's Canada Industrial Relations Board (SST-MTL)	726
Code civil Québec = Quebec Civil Code (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE, et 4 ex. en région)	560
Code criminel (SST-MTL et SST-QUE)	160
Code de procédure civile annoté, avec jurisprudence (SST-MTL et SST-QUE)	280
Code de procédure civile du Québec (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et 4 ex. en région)	560
Code municipal et lois connexes (RT-QUE)	80
Congédiement en droit québécois en matière de contrat individuel de travail (3 ex. : RT-MTL, 2 ex. : RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et Internet)	3 451
***Contrat des organismes publics québécois (SST-QUE)**	1 999
***Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale (SST-QUE et Internet)**	2 018
Documentation et bibliothèques (avec l'adhésion à l'ASTED) (Internet)	200
Droit de la santé : lois et règlements (SST-MTL et Internet)	509
Droit municipal : principes généraux et contentieux (RT-MTL)	1 917
Droit transitoire civil (SST-MTL, Estrie et Laval)	258
Droits de la personne et les relations du travail (RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	1 154
E-CPS (Compendium des produits pharmaceutiques et spécialités) (Internet)	379
Employer's Health and Safety Manual (Ontario) (SST-MTL)	509
Employer's Guide to Ontario Workplace Safety and Insurance (SST-MTL)	430
Employment Law in Canada (SST-MTL)	2 890
Encyclopaedia of Health and Safety at Work (SST-MTL)	1 854
Encyclopédie médico-chirurgicale : appareil locomoteur, neurologie, pathologie professionnelle et de l'environnement, pneumologie, psychiatrie (regroupe 5 titres) (SST-MTL)	1 565
Frais de justice : législation annotée (SST-QUE)	250
***Gestion : revue internationale de gestion (SST-MTL)**	61
Gestion des accidents du travail au Québec : guide de l'employeur (SST-MTL)	101
Gestion plus Info-Employeur (RT-QUE, RT-MTL, SST-MTL et Internet)	472
Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information (Internet)	500
***International Journal of Occupational and Environmental Health (SST-MTL et Internet)**	726
Journaux quotidiens sur semaine (SST-MTL) : Le Journal de Montréal, Le Devoir	353
Journaux quotidiens sur semaine (SST-QUE) : Le Journal de Québec, Le Devoir, Le Soleil	762
Journal quotidien sur semaine (RT-QUE) : Le Soleil	212
Journal quotidien du lundi au samedi (Estrie) : La Tribune	248
Journal of Occupational and Environmental Hygiene (SST-MTL et Internet)	1 656
***Journal of Occupational and Environmental Medicine (SST-QUE)**	2 421
Journal of Occupational and Organizational Psychology (Internet)	817
Labour Relations Board Remedies in Canada (RT-MTL et RT-QUE)	541
Lancet (SST-MTL)	2 404

Loi sur les cités et villes et lois connexes (RT-QUE)	80
Lois du travail (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et 4 ex. en région)	560
***McGill Law Journal = Revue de droit de McGill (SST-MTL)**	80
Mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail, 2e éd. (RT-MTL, RT-QUE)	757
New England Journal of Medicine (Internet)	3 175
Occupational and Environmental Medicine (SST-QUE et Internet)	1 217
Occupational Injuries and Illness (SST-MTL)	909
Occupational Medicine (SST-QUE et Internet)	1 973
***Occupational Safety and Health Law (SST-MTL et SST-QUE)**	695
Ontario Health & Safety Law (SST-MTL)	780
Orthopedic Clinics of North America (SST-QUE)	1049
***Le Petit Robert en ligne**	2 063
Practice and Procedure before Administrative Tribunals (SST-MTL et SST-QUE)	15 341
Profession santé (SST-MTL)	85
Psychiatric and Psychologic Evidence (SST-MTL)	196
Rapports individuels et collectifs du travail (RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	806
Relations de travail (RT-MTL et RT-QUE)	3 534
***Relations de travail en milieu municipal (RT-MTL, RT-QUE et Internet)**	3 002
***Relations industrielles (Internet)**	160
Remedies in Canadian Labour, Employment and Human Rights Law (SST-MTL et SST-QUE)	4 027
***Revue d'arbitrage et de médiation (SST-MTL)**	163
***Revue de droit (SST-MTL)**	36
Revue du Barreau (SST-MTL)	147
Revue française du dommage corporel (SST-QUE)	297
Revue générale de droit (SST-MTL)	75
Revue juridique Thémis (SST-MTL)	50
RH : la revue des CRHA et CRIA (SST-QUE)	35
Santé et sécurité du travail (Jurisclasseur) (SST-MTL et SST-QUE)	377
Scandinavian Journal of Work Environment and Health (SST-MTL)	461
Société par actions au Québec (RT-MTL et RT-QUE)	1 155
Spine (SST-MTL)	5 344
Spine Journal (SST-MTL)	1 308
Supreme Court Law Review (SST-MTL)	1 272
Tableau des modifications et index sommaire (RT-MTL, SST-MTL et SST-QUE)	210
Trade Union Law in Canada (RT-MTL)	1 871
Travail et santé (SST-MTL et SST-QUE)	74
Trente (SST-QUE)	18
Tribunaux administratifs du Québec : règles et législations annotées (RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	1 200
Usito – Dictionnaire en ligne	20
WHMIS Compliance Manual (SST-MTL)	575
Work and Stress (SST-MTL et Internet)	1 192
TOTAL	**$107 573**

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) :

TITRE DU SITE	COÛT ($)
Labour Spectrum Classic (base de données)	3106
Law Source (base de données)	1333
Quicklaw (base de données)	6338
***Répertoire des vedette-matières de l'Université Laval (base de données)**	935
TOTAL	**$11 712**

GRAND TOTAL	**$119 285**

* Ces titres et ces montants ont été ajoutés pour présenter un tableau clair et juste.

SOURCE : Service des ressources documentaires
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG28

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

Le TAT ne possède aucun billet de saison pour quelque activité que ce soit.

Le TAT n'a fait la réservation d'aucune loge pour quelque activité que ce soit.

Le TAT n'est membre d'aucun club privé ou autres.

SOURCE : Service des communications
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG29

POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

a) Le nom du site Web;
b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) Les coûts de construction du site;
d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
g) La fréquence moyenne de mise à jour;
h) Le responsable du contenu sur le site.

a) Le nom du site Web : www.tat.gouv.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Libéo

c) Les coûts de construction du site : 20 328,66 $

Ce coût correspond à la mise en place d'une page d'accueil temporaire et à la révision des pages des anciens sites CLP et CRT en raison de la fusion de la Commission des lésions professionnelles et de la Commission des relations du travail pour créer le Tribunal administratif du travail.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour : 4 920 $

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) : 102 445 $

Les travaux entourant la réalisation du nouveau site Web du Tribunal administratif du travail, à la suite de la fusion de la Commission des lésions professionnelles et de la Commission des relations du travail, ont été terminés au cours de l'année 2017. Le site est en ligne depuis le 13 décembre 2017.

g) Fréquence moyenne de mise à jour : 3 fois par mois

h) Responsable du contenu : Julie Lagacé

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage
COLLABORATION : Service des communications
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG30

NOMINATIONS, POUR 2017-2018, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

a) **La liste;**
b) **Le nom de la personne;**
c) **Les mandats de chacune de ces personnes;**
d) **Le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;**
e) **Le résultat du travail effectué;**
f) **Les échéances prévues;**
g) **Les sommes impliquées.**

Nous vous référons à la réponse fournie à la question RG7.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG31

POUR 2017-2018, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.

Entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018, aucune dépense n'a été effectuée à ce chapitre.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 24 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG39

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2016-2017, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 ET 2019-2020, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRES LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

Le TAT n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG40

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

Entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018, un montant de 118 636,07 $ a été versé à titre de primes au rendement ou bonis.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG41

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Catégorie d'emploi	Montant
Membres (juges administratifs)	603 599,33 $

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG43

POUR 2017-2018, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE? POUR CHAQUE PERSONNE :

a) **Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
b) **Fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG45

LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

Entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018, deux comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif pour examiner le renouvellement du mandat des membres (juges administratifs) ou pour des comités de sélection. Les personnes suivantes ont fait partie de l'un ou l'autre des comités :

Nom	**Montant**
Madame Suzanne Comtois	8 990,89 $
Monsieur Raymond Levasseur	8 114,61 $
Madame Anne Parent	6 165,88 $
Total	**23 271,38 $**

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 24 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG59

CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES), ET CE, POUR 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 :

a) **La dépense totale (opération et capital);**
b) **Les grands dossiers en cours;**
c) **Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;**
d) **Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI.**
e) **Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.**

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018 :

a) **La dépense totale (opération et capital) :** 7 061 756 $ selon les informations disponibles dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI).

b) **Les grands dossiers en cours :** Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/).

d) **Le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :** La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

e) **Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :** Nous vous référons à la réponse fournie à la question 11.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG60

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :

a) **De la masse salariale;**
b) **Des indemnités de retraite, s'il y a lieu.**

a) **Masse salariale :** La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) **Indemnités de retraite :** Un montant de 22 712,39 $ a été versé en indemnités de retraite entre le 1er avril 2017 et le 28 février 2018.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG65

POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :

A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;

B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;

C) LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations :

	01-04-2016 au 28-02-2017	01-04-2017 au 28-02-2018
Montant total octroyé	248 072 $	217 486 $
Nombre de personnes visées	141	142

b) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation :

- Barreau du Québec

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 26 mars 2018